



ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE **N°2026/194/PM/TEMP**

PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
LORS DE LA FETE DE LA BIERE
LES 21 ET 22 AOUT 2026

Le Maire de la Ville d'OBERNAI

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux Droits et libertés des Communes, Départements et Régions,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, Départements et Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Pénal, article R.610-5,

VU la demande formulée par le club de football d'Obernai représenté par Monsieur Michel BOSSERT, Président, en date du 5 juin 2026,

CONSIDERANT que le Maire est chargé sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le Département, de la Police Municipale, de la Police Rurale et de l'exécution des actes de l'Etat qui y sont relatifs,

CONSIDERANT que la Police Municipale a pour but d'assurer le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publics,

CONSIDERANT que dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, il importe de réglementer la circulation, le stationnement et l'occupation du domaine public, lors du déroulement de la fête de la bière,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Pendant la période du vendredi 21 août 2026 à 8h00 au dimanche 23 août à 9h00, à l'occasion de la fête de la bière édition 2026, le pétitionnaire est autorisé à occuper le domaine public, comme suit :

- la Halle Gruber,

- la totalité des emplacements de stationnement situés en périphérie de celle-ci.

ARTICLE 2 :

Pendant la période du vendredi 21 août 2026 à 8h00 au dimanche 23 août à 9h00, la circulation et le stationnement de tous types de véhicules, à l'exception des véhicules d'urgence ou spécialement autorisés, est interdite dans la zone citée à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 3 :

La manifestation est ouverte au public :

- le vendredi 21 août 2026 de 18h00 à minuit
- le samedi 22 août 2026 de 18h00 à minuit

ARTICLE 4 :

La présente autorisation est accordée à titre strictement personnel au représentant légal de l'association.

Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

Elle ne confère aucun droit de propriété, ni aucun droit réel au bénéficiaire et ne lui permet pas d'invoquer le bénéfice de la propriété commerciale, ou d'une réglementation quelconque susceptible de lui conférer un droit au maintien sur les lieux, ou une indemnité de sortie ou d'éviction.

Elle est délivrée à titre précaire et révocable, et peut être retirée à tout moment, sans préavis. Aucune indemnité ne pourra être réclamée du fait du retrait de l'autorisation.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme à la réglementation ou aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier immédiatement aux anomalies constatées.

Dans la négative, le gestionnaire de la voirie se substituera à lui sans délai. Les frais de cette intervention seront alors mis à la charge dudit bénéficiaire et récupérés auprès de ce dernier par le Trésor Public. Les droits des tiers sont et demeurant expressément réservés.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Président de l'association est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire, que vis-à-vis des tiers et de clients, des dommages de toute nature qui pourraient résulter directement ou indirectement tant de l'occupation du site que de ses activités.

A ce titre, il s'engage expressément à produire à tout moment un contrat d'assurance spécifique, afin d'établir sans délai qu'il dispose de garanties suffisantes pour couvrir sa responsabilité à l'égard des tiers, des clients et de la collectivité. Cette police doit contenir une clause de renonciation à recours des assureurs contre la collectivité, ainsi qu'une clause par laquelle ils n'entendent pas se prévaloir d'une déchéance du contrat. En cas de sinistre, en l'absence de couverture, ou de couverture insuffisante, l'organisateur indemniserá personnellement les victimes.

Aucune procédure ne sera engagée directement ou par subrogation contre la ville d'Obernai.

Il revient à l'organisateur de débarrasser et trier les déchets inhérents à la manifestation.

ARTICLE 6 :

En cas d'intempéries et/ou de vents violents, il appartient à l'organisateur au titre de ses responsabilités de prendre toutes les mesures de sécurité d'accès aux infrastructures, y compris d'annuler la manifestation.

En cas d'alerte météorologique, les prescriptions suivantes sont à respecter :

- Consultation des services de Météo France avant la tenue de la manifestation

Il est de la responsabilité de l'organisateur de faire cesser la manifestation et d'évacuer le site si le temps le justifie et notamment en cas de vents supérieurs à 80 km/h ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant mettre en péril la sécurité des usagers.

Les services d'ordre sous l'autorité du Maire pourront intervenir au même titre.

ARTICLE 7 :

La signalisation sera mise en place par le pétitionnaire au minimum 48h00 avant le début de la manifestation, sous le contrôle de la Police Municipale.

ARTICLE 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et la contravention sera réprimée conformément à l'article R.610-5 du Code Pénal.

ARTICLE 9 :

Conformément à l'article R.412-1 et suivant du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 10 :

Les services de la Police Municipale et de la Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun, en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à :

- Sous-Préfecture de Sélestat-Erstein,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Obernai,
- Au Cabinet du Maire ainsi qu'aux Adjoints de référence,
- Au pétitionnaire : Monsieur le Président du club de football d'Obernai,
- Monsieur le Commandant du SIS 67,
- Monsieur le Commandant des sapeurs-pompiers d'Obernai,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville d'Obernai,
- A la DAE de la Ville d'OBERNAI / PASS'O - KEOLIS,
- Aux archives.

Certification de publication :

Le Maire certifie que le présent arrêté revêt un caractère exécutoire et qu'il a été publié électroniquement sur le site Internet de la Ville en date du 16 juillet 2026.

Fait à OBERNAI, le 15 juillet 2026.

Robin CLAUSS

Maire d'OBERNAI

Conseiller d'Alsace du Canton d'Obernai